

Sortie de crise : Gaid Salah en appelle aux élites et personnalités nationales

«Faire du dialogue la bouée de sauvetage de la patrie»

■ En visite à la 6^e Région militaire, Tamanrasset, le général Ahmed Gaid Salah a estimé que la solution à la crise que traverse le pays passe par la voie d'un «dialogue réaliste et constructif». Il estime que les personnalités et l'élite nationale devraient prendre part à ce dialogue et que la réussite nécessite que toutes les parties acceptent des concessions.

Par Louiza Ait Ramdane

Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la Défense, qui a évoqué la crise politique, a appelé à un «dialogue sérieux, réaliste et constructif», unique voie, selon lui, pour résoudre la crise que vit notre pays. Car ce dialogue, argue-t-il, «signifie la disponibilité de tous à s'entendre et s'écouter mutuellement, avec pondération, sérénité, engagement et une aspiration sincère vers la nécessité, voire l'impératif, de trouver les solutions idoines sans délai».

Ahmed Gaid Salah souligne également que le peuple algérien ne veut pas rééditer le scénario des expériences précédentes, notamment la décennie noire. «Le peuple algérien ne veut plus revivre les expériences douloureuses antérieures, dont il a subi les affres et souffert terriblement des répercussions, tout comme il n'oublie pas et ne veut pas oublier cette pénible période qu'il a vécue durant les années 90», a-t-il déclaré. Selon lui, le peuple algérien, doit «tirer l'enseignement des expériences et des événements tragiques passés, où la raison était absente, et dont l'unique perdant était la patrie». M. Gaid Salah en appelle à toutes les parties afin qu'elles fassent preuve de responsabilité à faire du dialogue la bouée de sauvetage de la patrie, et tirer les enseignements des expériences des événements tragiques passés, où la raison était absente, et dont l'unique perdant était la patrie. «Nous insistons sur la nécessité que toutes les parties fassent preuve de responsabilité à faire du dialogue la bouée de sauvetage de la patrie». Dans ce dialogue «auquel les personnalités et les élites nationales, fidèles à la nation et à son intérêt suprême sacré, doivent participer, il sera question de l'évaluation des circonstances que vit le pays et de concessions réciproques pour le bien du pays». C'est ainsi, précise-il, que «l'on outre-passe les divergences entre les différents avis, ou du moins on réduit les écarts entre les points de vue contradictoires et contrastés, sachant que rien ne s'élève au-dessus de l'intérêt de notre pays».

Pour le général de Corps d'armée, l'Algérie sortira de cette crise, grâce aux efforts de ses enfants dévoués parmi ceux qui ont les capacités et les qualités qui leur permettent de contribuer sans doute à l'aboutissement de solutions attendues. «Aujourd'hui, l'Algérie est dans l'attente de tout effort sincère et dévoué de la part de ses enfants, notamment les personnalités nationales, qui ont une capacité



réelle à apporter la contribution judicieuse de façon à trouver les solutions escomptées», a encore précisé Gaid Salah. A ce titre, il réitère que «l'Armée nationale

populaire restera immuablement fidèle à son engagement d'accompagner le peuple algérien, les institutions de l'Etat et l'appareil judiciaire». Il a également

souligné, comme énoncé lors de ses précédentes interventions, que : «Nous n'avons aucune ambition politique et que notre aspiration majeure est de servir

notre pays et notre Armée, conformément à nos missions constitutionnelles, et c'est là une position dont nous ne dévierons jamais». L. A. R.

Les prix des ingrédients hors de portée

Recette salée pour les gâteaux de l'Aïd

Le mois de ramadhan touche déjà, dans chaque foyer, à accueillir la fête de l'Aïd el Fitr. Après les emplettes des vêtements, place aux préparatifs et à l'achat de gâteaux. Ces derniers jours, les magasins spécialisés dans la vente des ingrédients de gâteaux connaissent une grande affluence. Certains d'entre eux sont carrément pris d'assaut par les clients, notamment les mères de famille. C'est le business juteux des pâtisseries et des vendeurs de fruits secs, qui n'y vont pas avec le dos de la cuillère et saignent à blanc les consommateurs, ruinés par les dépenses. La flambée des prix ne semble épargner aucun produit alimentaire en ce mois de carême. Pour les commerçants ces ultimes journées du mois sacré représentent une réelle opportunité pour faire un autre profit. Durant cette période, les achats des divers ingrédients nécessaires à la confection des gâteaux s'accroissent. Les barons du commerce n'hésitent pas à jouer des prix à leur gré, ne se souciant jamais du pouvoir d'achat des citoyens. Fête de gourmandises par excellence, les gâteaux seront confectionnés avec modération vu l'augmentation continue des ingrédients. Une virée chez les

différents grossistes et magasins fait constater une hausse des prix de ces produits. Cette flambée occasionnelle qui est toujours au rendez-vous a fait que plusieurs familles prennent leurs précautions et font leurs achats bien avant le ramadhan. Ceux qui font leurs courses à quelques jours de la fête payeront beaucoup de dinars en plus. Pour le produit prisé des petites et moyennes bourses, comme les cacahuètes, ses tarifs oscillent entre 370 et 400 DA et les cacahuètes sans peau sont à 420 DA. Si ce prix paraît une bonne alternative pour remplacer les amandes, les noix, les pistaches qui elles placent la barre beaucoup plus haut, pour les familles il s'agit d'un prix excessif. «Il y a quelques années, j'achetais les cacahuètes à 130 DA, voilà que les prix doublent d'année en année. Je ne comprends pas s'il existe une politique d'étude des prix dans ce pays. Il n'est pas normal que les prix d'un produit abondant doublent comme ça d'autant que le Smig, lui, reste immobile», raconte une femme au foyer qui faisait hier ses achats au marché Meissonnier. Même son de cloche auprès d'autres femmes qui étaient au rayon des fruits secs de «lux», comme elles disent. Plus de 6 000 DA le

kg pour les pistaches, les noix sont à 2 700 DA et les amandes entre 2 300 et 2 500 DA. Les amandes effilées à 3 000 DA. Les noisettes à 3 700 DA et la noix de coco entre 700 et 800 DA. Soit une autre augmentation par rapport aux prix affichés il y a quelques mois. Autre phénomène qui a fait son apparition ces dernières années, l'achat de gâteaux déjà prêts. En effet, comme pour le prêt-à-porter, l'Algérien recourt au prêt-à-consommer. Mais celui-ci est-il fiable ? L'hygiène est-elle de rigueur ? La préparation des gâteaux de l'Aïd dans une ambiance bon enfant est visiblement d'une autre époque. Les femmes submergées par le boulot et le ménage à la maison n'ont plus le temps ni l'énergie à consacrer à ce genre d'activité. Place donc aux pâtisseries mais aussi aux magasins improvisés qui profitent du mois de ramadhan pour fructifier leur commerce. Les conditions d'hygiène ne sont souvent pas respectées. Certains revendeurs installent leurs étals de fortune sales, dans une marmelade de poussière et d'ordures. A Zéralda, un restaurant s'est transformé en pâtisserie juste pour ce mois sacré. Il utilise l'intérieur du magasin pour stocker la marchandise et expose le reste sur

des étals à l'extérieur, à même les gaz polluants dégagés par les tuyaux d'échappement des voitures et obstruant en même temps la circulation sur le trottoir. Ce sont des gâteaux à bas prix destinés à des consommateurs moins bien lotis. «Il n'y a pas de secret pour obtenir des gâteaux à bas prix. Les cacahuètes et chutes de pâte servent à confectionner les gâteaux et remplacent les amandes. Le miel est remplacé par un sirop de sucre et les dosages des produits sont variables», confie Asma, ancienne employée dans ce genre de pâtisserie. Une autre espèce de commerçants de pâtisserie traditionnelle est apparue ces derniers jours : les estafettes ambulantes chargées de gâteaux traditionnels dits «de maison» et d'autres formes de confiseries : baklawa, kaâk, makroust, gheribia, etc., dont les origines sont douteuses. Il en existe des dizaines à Alger-Centre, comme au marché Meissonnier ou à la rue de Chartres. Ce commerce à la sauvette est nuisible à la santé du citoyen et à l'économie du pays. A quand leur éradication ? Ou faut-il attendre l'arrivée d'une catastrophe sanitaire pour prendre les résolutions qui s'imposent ?

Meriem Benchaouia

Malgré la canicule, le jeûne et la répression policière

Nouveau mardi de lutte pacifique des étudiants

■ Refusant la tenue de l'élection présidentielle prévue pour le 4 juillet, réaffirmant leur revendication relative au départ du système et insistant sur l'application de l'article 7, des centaines d'étudiants, rejoints par des citoyens, ont manifesté massivement lors du 23^e jour de jeûne et ce, malgré la canicule.



Par Thinhinene Khouchi

Les étudiants n'ont pas déserté la rue. En effet, pour le 14^e mardi consécutif, ils ont été nombreux à marcher dans plusieurs régions du pays. A Alger, comme chaque mardi depuis le 22 février, les universitaires se sont regroupés tôt le matin devant la fac centrale, avant d'entamer un cortège interrompu plusieurs fois dans la journée. Ils ont marché vers la Grande Poste qui a été barricadée par les camions de la police, puis ont tenté d'aller vers la place des Martyrs, mais sans succès, car ils ont été refoulés par la police qui avait formé un cordon devant la gare centrale d'Alger. Les manifestants ont alors rebroussé chemin, regagnant encore une fois la Grande Poste, mais sans poser le pied sur son perron, car toujours occupée par la police. Ils se sont dirigés vers la rue Pasteur où un autre cordon de policiers les attendait devant l'entrée du tunnel. Ne voulant pas tenir tête aux policiers, ils ont

marché vers la Place Maurice-Audin en passant par la fac centrale. Mais encore une fois, les camions de police ainsi que le fameux cordon des policiers étaient en place pour les empêcher de faire leur marche. Il y a eu alors une première grosse bousculade entre policiers et étudiants. Ne brisant pas le cordon de la police, les manifestants remarqueront encore une fois vers la Grande Poste en scandant des slogans appelant à l'indépendance de la justice et au jugement des corrompus, l'application de l'article 7, tout en réitérant leur refus de la tenue des élections présidentielles prévues pour le 4 juillet prochain. «Talaba ghadiboun, lil nidam rafidoun» (Etudiants en colère, refusant le système en place), «Djaizaier houira demokratya» (Algérie libre et démocratique), «Silmya silmya, matalibna char'iya» (Pacifique, pacifique, nos revendications sont légitimes), «La dirassa la tadriss hata yaskout el rais» (Pas d'enseignement ni

étude, jusqu'au départ du président, ou encore «Makanch intikhabat» (Il n'y aura pas de vote), «Sanassir hata Aid el Sghir» (On marchera jusqu'à l'Aïd), autant de slogans pour exprimer leur désir du changement, pour une Algérie nouvelle, une justice libre et un peuple épanoui. «Irhalous» (Dégagez) était le slogan le plus répété durant cette 23^e journée de jeûne. La manifestation des étudiants a risqué de déborder à plusieurs occasions, à cause d'un groupe de voyous qui n'hésitaient pas à lancer des phrases provocatrices aux policiers, les traitant de tous les noms, bousculant chaque cordon de policiers. Mais ces tentatives n'ont pas réussi à donner lieu à des affrontements entre le reste des manifestants et le dispositif sécuritaire «exceptionnel» déployé dans tout le centre-ville de la capitale afin d'encadrer la manifestation et éviter les débordements. Mais aussi pour empêcher la libre circulation des marcheurs. En effet, on a constaté la

présence d'une dizaine de cordons de policiers dans chaque rue (Pasteur, la Gare centrale d'Alger, devant le tunnel, devant la fac centrale, au niveau de la Grande Poste...). Un barrage policier très impressionnant était également dressé à proximité de la Gare centrale pour bloquer la marche vers la place des Martyrs. Un hélicoptère de la police a survolé durant des heures la capitale. Et comme à chaque manifestation, les secouristes ont été déployés et apporté leur aide aux étudiants. Enfin, des milliers d'étudiants et citoyens sont sortis dans la rue dans les différentes wilayas du pays pour exprimer leur rejet de la tenue des élections présidentielles du 4 juillet et réaffirmer leur revendication relative au départ du système en place ainsi que les trois B, à savoir «Bedoui, Bensalah et Bouchareb». «Non aux élections de la fraude», ont-ils scandé.

T. K.

Béjaïa

Les étudiants toujours mobilisés

Les étudiants ont à nouveau manifesté hier à Béjaïa. Ils étaient des milliers à parcourir avec les enseignants et travailleurs de l'université, la distance séparant le campus Targa Ouzemour du siège de la wilaya et de la place Saïd-Mekbel, des centaines de mètres en dépit du jeûne et de la chaleur. Pour le 14^e mardi consécutif, les étudiants sont sortis contre le régime «illégitime, autoritaire et dictatorial», en faveur d'une véritable transition démocratique qui puisse sortir définitivement le pays de la crise dans laquelle il est plongé depuis des décennies. Selon des

étudiantes et étudiants, «Le système est en place, ses pratiques mafieuses sont toujours là. On veut que le personnel politique responsable de la faillite du pays sur tous les plans parte. On veut construire le pays sur des bases solides, où régnera le droit. Nous sommes fatigués de ces pratiques, on veut un changement radical et on veut construire un avenir meilleur». «On veut que le sacrifice des martyrs ne soit pas vain. Nous sommes organisés et nous sortons chaque semaine pour dire au pouvoir tu dois partir car nous voulons construire un pays fort et solide». Les étu-

diantes et étudiants n'ont rien perdu de leur détermination à poursuivre la lutte contre le régime en place, jusqu'à l'instauration d'une démocratie, d'une deuxième République. Leurs revendications n'ont pas changé après 14 manifestations, à savoir le départ du régime. Elles ont été scandées avec d'autres slogans hostiles au pouvoir et aux décideurs : «Ulac l'vote ulac» (Pas d'élection), «Nous sommes toujours des révolutionnaires», «Enidhal enidhal hata yaskoute enidhame», «Anedou anedou alama yeghli udhavu» (Nous marcherons jusqu'à la chute du régi-

me), «Houria Houria Adala Idjimaïa», «Pour une deuxième République, les étudiants s'engagent, le système dégage», «Ulac smah ulac», «Pouvoir assassin», «Pour une période de transition en faveur de l'instauration d'une deuxième République». Ce sont autant de revendications et slogans portés sur des pancartes et banderoles qu'ils ont arborées tout au long de la marche. Avec cette nouvelle manifestation, le message des étudiants est clair, le combat continue avec le mouvement populaire jusqu'au changement du régime.

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

Des européennes conformes à la tendance générale

Suite de la page une

La France Insoumise a à peine maintenu son rang, elle qui compte tenu du mouvement des Gilets jaunes, qu'elle n'a pas peu soutenu, s'attendait à un score nettement supérieur à celui de 2014, quand elle n'était encore que le Front de Gauche. D'autant plus que son leader Jean-Luc Mélenchon avait ensuite failli être au deuxième tour d'une présidentielle. Cela dit, une présidentielle et des européennes sont des élections à ce point différentes qu'il n'est pas inconcevable qu'on remporte un beau succès dans l'une et qu'on rate ses objectifs dans l'autre. Reste à gérer les conséquences de ce qui est vécu comme une défaite, lesquelles peuvent conduire à l'éclatement. Parmi les familles politiques rationnelles, seuls les socialistes et les conservateurs autrichiens n'ont pas eu à payer leur tribut à leur extrême droite respective, qu'au contraire ils ont fait reculer. La pire des défaites cependant pourrait bien être celle à la fois des conservateurs et des travaillistes britanniques, qui se sont fait damer le pion par un parti créé il y a seulement 6 semaines, le Brexit de Nigel Farage. La défaite est d'autant plus amère, et intolérable dans leur cas qu'elle est essuyée devant un démaquage de la pire espèce. Celle, en France, du parti au pouvoir, la République en Marche, devant le Rassemblement national de Marine Le Pen, n'a été que d'un point. Cela n'a pas empêché Le Pen de demander à la fois des législatives anticipées et une révision de la loi électorale. Qu'est-ce qu'elle n'aurait pas exigé si elle avait remporté sur le parti présidentiel une victoire aussi écrasante que celle de Farage sur les conservateurs et les travaillistes britanniques, qui à deux n'ont pas fait son score ? Mais peut-être que Farage va dissoudre son parti comme il l'a fait de celui qu'il avait quand il menait campagne pour le brexit, et qu'il l'a obtenu. Mais les perdants dans ces européennes peuvent toujours se dire que la victoire de l'extrême droite est non seulement relative mais qu'elle est paradoxale. Est-ce seulement une victoire que celle qui lorsqu'elle sera complète se traduira par la fin de ce qui est conquis : le Parlement européen ? Que pourront en faire alors les partis antieuropéens sinon en effet prononcer sa dissolution définitive, et du même coup la fin de l'Union ? Probablement les choses n'en arriveraient jamais jusque-là, car le but recherché par eux serait atteint bien avant, si leur progression était une fonction croissante du temps qui passe.

M. H.

Recensement de la population

L'Algérie compte 43 millions d'habitants

■ Le nombre d'habitants de l'Algérie est passé à 43 millions le 1^{er} janvier 2019, contre 42,2 millions le 1^{er} janvier 2018, a appris hier l'APS auprès de l'ONS. La population résidente en Algérie était de 42,578 millions de personnes au 1^{er} juillet 2018 et le nombre des naissances vivantes avait atteint 1,038 million, en baisse de 2% par rapport à 2017.



ans auparavant (2003). Concernant le divorce, les services du ministère de la Justice ont indiqué que 65 690 ruptures d'unions ont été prononcées en 2018, enregistrant ainsi une stagnation par rapport à l'année d'avant. D'autre part, l'ONS indique que l'année dernière avait connu une quasi-stagnation du taux de mortalité infantile pour la seconde année consécutive. En effet, le volume des décès infantiles a atteint 21 846 cas en 2018, enregistrant un recul de près de 400 décès par rapport à l'année d'avant. L'espérance de vie à la naissance a connu, quant à elle, une augmentation estimée à un dixième de point pour atteindre 77,7 ans globalement, elle est de 77,1 chez les hommes et 78,4 ans chez les femmes. Sous l'hypothèse du maintien du rythme de croissance de l'année dernière, la population résidente totale atteindra 43,9 millions au 1^{er} janvier 2020, selon l'ONS. Pour les perspectives d'évolution de la population algérienne à l'horizon 2040 et sous l'hypothèse d'atteindre un indice conjoncturel de fécondité de 2,4 enfants par femme et d'une espérance de vie à la naissance de 82 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes, la population résidente en Algérie atteindra 44,227 millions d'habitants en 2020, 51,309 millions en 2030 et 57,625 millions en 2040. S. H./APS

Par Samia H.

La répartition de ces naissances vivantes par sexe donne : 104 garçons pour 100 filles, indiquent les données statistiques de l'Office national des statistiques (ONS). Cette baisse du volume des naissances a affecté le taux brut de natalité qui a perdu un point, en passant de 25,40 pour mille à 24,39 pour mille entre les deux

périodes de comparaison. L'indice de conjoncturel de fécondité a baissé de 0,1 point, pour se situer à trois enfants par femme. Par ailleurs, l'accroissement naturel a atteint 845 000 personnes, avec un taux d'accroissement naturel de 1,99%, en recul de 0,1 point par rapport à 2017, indique l'Office qui précise que c'est pour la première fois, depuis 2009, que ce taux a atteint

un niveau inférieur à 2%. Cette situation s'explique par le recul de volume des naissances en 2018 et par rapport à 2017 et l'augmentation du volume des décès. Globalement, l'année 2018 a été marquée par une augmentation significative du volume des décès, la poursuite du recul du volume des mariages et stagnation de l'effectif des divorces. Amélioration de l'espérance de

vie Entamée depuis 2014, la baisse de l'effectif des mariages se maintient en 2018. Les bureaux d'état civil ont enregistré 332 000 unions, soit près de 8 000 mariages de moins par rapport à 2017. Le taux brut de nuptialité poursuit sa décroissance, passant de 8,14 pour mille à 7,79 pour mille durant la même période de comparaison, correspondant ainsi au niveau observé 15

Ramadhan

Zekak Essouwafa, marché préféré des Khenchelis

Zekak Essouwafa est le plus célèbre des marchés populaires de Khenchela, fréquentés particulièrement durant le ramadhan par des milliers de consommateurs qui y trouvent tout ce qu'ils recherchent en denrées : des viandes aux fruits les plus exotiques en passant par les légumes, les épices et les pâtisseries traditionnelles dans un fourmillement qui ne cesse qu'à l'approche du coucher du soleil. C'est durant les années 1960 qu'est apparu ce marché au centre-ville de Khenchela, le long des avenues «Ben Badis» et «Ali Merrir», assure l'écrivain et chercheur dans le patrimoine amazigh Mohamed Salah Ounici qui souligne que l'appellation Essouwafa vient du fait que la majorité des commerces du marché était tenue par des

marchands originaires de la wilaya d'El Oued (Oued Souf), connus depuis longtemps pour être des maîtres du négoce. L'installation dans le marché de commerçants de Jijel, Ghardaïa, Oum El Bouaghi et même de Djerba (Tunisie) n'a pas pesé, pour autant, dans l'appellation du marché qui demeure pour les Khenchelis celui des «Souafa», ajoute M. Ounici. Engouement pour les pâtisseries traditionnelles, bouzelouf et doubara Le pic de fréquentation quotidienne de ce marché durant le ramadhan commence après la prière d'El Asr, au milieu de l'après-midi. Les consommateurs y affluent en quête surtout de zalabia, de bouzelouf (tête de mouton), poulets et lapins grillés et surtout de galettes «kesra rekhsiss», très prisées du reste, pour leur

prix jugé dérisoire. Habitué de cette place, Houssam Merdjane affirme y venir surtout acheter du bouzelouf auprès d'un restaurateur jijelien, tandis que son ami, Lotfi Chitour, confie se présenter régulièrement à Zekak Essouwafa en fin d'après-midi pour y faire le tour des échoppes et acheter du leben, des pâtisseries ou des mets traditionnels. Traditionnellement durant la dernière semaine du ramadhan, Zekak Essouwafa réduit les étals réservés aux mets et pâtisseries traditionnelles, augmentant l'offre d'effets vestimentaires en prévision de la fête de l'Aïd El Fitr. Pour Amar Lekhecheb, les bourses modestes trouvent dans ce marché une gamme variée de vêtements à des prix raisonnables, favorisés par la concurrence que se livrent les

commerçants. Pour des centaines de chefs de famille et commerçants occasionnels, ce marché offre une aubaine pour faire de bonnes affaires et arriver à affronter les charges financières. C'est le cas de Bilal Kouba qui étale chaque jour ses fruits qu'il propose à des prix abordables à une clientèle fidèle. Des dizaines de chômeurs, précise Bilal, saisissent l'occasion du ramadhan pour s'ajouter «temporairement» à la liste des commerçants de Zekak Essouwafa sans que cela ne génère de friction avec les autres commerçants, occupants des locaux activant tous dans une ambiance fervente et se séparant en fin de journée par l'échange de l'expression «Saha baad leftour».

Maya H.

Tissemsilt

Le pain d'orge «El Hamdha», maître de la table du f'tour

Le pain d'orge, connu à Tissemsilt sous le nom de «El Hamdha», est très prisé par les familles durant ce mois de ramadhan, et sa présence sur la table quotidienne est incontournable, en dépit du choix existant en variétés et en qualité de ce produit très consommé. Pain fait à base de farine d'orge, il est préparé d'une façon traditionnelle, notamment par les femmes des zones rurales proches du chef-lieu de wilaya. En plus des avantages et des valeurs nutritives qu'il présente, ce pain est apprécié pour son léger goût amer et évoque les senteurs du terroir, les traditions et les us en voie de disparition dans la société. Hadj Ahmed, sexagénaire et père de famille, confirme que le pain «El Hamdha» n'a pas perdu sa réputation. «La population rurale tient encore à ce pain traditionnel. C'est un produit indispensable

pour accompagner, durant le ramadhan, la H'rira au Mermez, un autre plat traditionnel à base de grains d'orge concassés, très consommé en ce mois sacré», indique-t-il. «Toutes les familles de Tissemsilt ne peuvent se passer de ce pain durant le ramadhan et lors de l'iftar. Les gens apprécient ce produit pour son goût particulier et pour préserver des traditions ancestrales héritées de génération en génération», a ajouté Hadj Ahmed. El Hadja Arbia, une autre habitante du chef-lieu de wilaya, reconnaît que «El Hamdha» est indispensable au menu de l'iftar. «Ce pain donne une saveur particulière à la H'rira et au Mermez», affirme-t-elle avec assurance. «El Hamdha» trouve son nom dans son goût acide résultant de la fermentation de la pâte d'orge, laissée pour sa fermentation une journée entière avant sa cuisson. La farine d'orge

est obtenue après le broyage des grains, minutieusement lavés après la récolte pour les débarrasser des impuretés. Ils sont broyés à l'aide d'une meule traditionnelle, appelée localement «El Guerouicha». La farine est passée ensuite au tamis plusieurs fois jusqu'à obtenir un produit de couleur blanche virant vers l'argente. La cuisson se fait également au four traditionnel durant une dizaine de minutes seulement. «El Hamdha», omniprésent dans les marchés Au chef-lieu de wilaya et dans les principales agglomérations, ce pain est omniprésent dans les marchés. A Tissemsilt-ville, la rue du 1er-Novembre, considérée comme le souk du pain, enregistre chaque jour une grande affluente de clients qui s'approvisionnent en ce genre de pain, proposé par de dizaines de revendeurs, venus des zones rurales limi-

trophes. Le mois de ramadhan constitue une aubaine pour ces revendeurs des localités de Sidi Abed, Ammari, Ouled Bessam, et Béni Chaib, une occasion pour eux de répondre aux besoins d'une clientèle friande des produits du terroir, et d'améliorer leurs finances familiales. A la Chambre locale d'agriculture et des métiers, on signale que les zones de Sidi Abed, Ammari et Ouled Bessam sont réputées pour la préparation de ce pain durant le mois sacré du ramadhan, car ce sont des zones à hautes potentialités en récolte d'orge. Cette même chambre œuvre à promouvoir l'activité de fabrication du pain traditionnel en encourageant la formation dans cette spécialité menacée d'extinction, et la mise sur pied d'expositions pour faire la promotion de ce métier, a-t-on relevé. M. O.

Pétrole/Marché

Le marché pétrolier devrait s'équilibrer fin 2019

■ Le marché du pétrole devrait s'équilibrer vers la fin de l'année avec le recul des stocks mondiaux et le maintien d'une demande forte, a déclaré le ministre koweïtien du Pétrole, Khaled al Fadhel, à la presse.

Par Tahar F.

Il reste néanmoins des incertitudes concernant la croissance de la demande en raison des craintes de l'impact des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine sur l'économie mondiale, a dit lundi Khaled al Fadhel, qui a évoqué également le fait que la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis continuait d'augmenter. Ces perspectives incertaines font qu'il est difficile pour l'Opep et ses alliés d'avoir une vision claire de l'évolution de l'offre au second semestre, a-t-il ajouté. Dans ce contexte, il est trop tôt pour dire si les producteurs étendront au-delà du mois de juin leurs objectifs actuels en matière de pompages. L'Opep et ses alliés ont convenu en décembre 2018 de réduire l'offre de 1,2 million de barils par jour (bpj) à compter du 1^{er} janvier 2019 et pour une durée de six mois afin de stabiliser le marché et de soutenir les cours. Sur ce total, l'effort demandé à l'Opep est de 800 000 bpj. «Il y a une grande inquiétude aujourd'hui dans le marché liée principalement aux craintes concernant l'offre», a déclaré Khaled al Fadhel. «Par exemple, l'impact de la décision annoncée récemment par le gouvernement américain de ne pas prolonger les exemptions accordées à de gros acheteurs de brut iranien ne se fait pas encore sentir», a-t-il ajouté. Le ministre a cité également les effets de possibles nouvelles sanctions américaines contre le Venezuela, les tensions politiques en Libye, la hausse de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis et l'impact du conflit commercial entre Washington et Pékin sont autant de raisons pour lesquelles les prévisions en matière d'offre et de demande mondiales étaient difficiles à établir. L'Opep et ses alliés ont fait des efforts remarquables dans l'application



Ph.D. R.

des accords de réduction de la production, a-t-il dit. «Mais nous avons encore du travail à faire. Je pense que le marché devrait s'équilibrer durant le second semestre 2019, vraisemblablement vers la fin de l'année», prévoit Khaled al Fadhel.

Le panier de l'Opep à 67,42 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est élevé lundi à 67,42 dollars le baril, contre 67,40 dollars la veille (vendredi), a indiqué mardi l'OPEP sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de

l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). L'Organisation avait convenu en décembre 2018 avec dix pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays

producteurs non-Opep. Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) a réaffirmé suite à sa 14^e réunion tenue récemment en Arabie saoudite son engagement à réaliser un marché équilibré et à œuvrer de manière durable pour la stabilité du marché pétrolier avec des fondamentaux solides. Ce Comité est composé de l'Arabie saoudite, la Russie, l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela. Une réunion ministérielle de l'Opep est prévue en juin 2019 à Vienne et devra porter sur les mesures à prendre pour le second semestre de 2019.

T. F./APS

Changes

L'euro stable face au dollar, dans un marché sans direction

L'euro se stabilisait face au dollar dans un marché sans direction forte après les élections européennes, dont le résultat n'a pas imposé de tendance claire à la monnaie unique. L'euro se stabilisait face au billet vert, à 1,1192 dollar pour un euro contre 1,1194 dollar lundi soir. Il y a un «soulagement que les adversaires de l'Union européenne n'aient pas connu une victoire titanesque qui mettrait en péril les institutions européennes», ont commenté les analystes, qui notent tout de même que cela «ne justifierait pas un bond du cours de l'euro». Il faut en effet se focaliser «sur les résultats nationaux», estiment les

analystes de Société générale, qui soulignent «la possibilité de nouvelles élections italiennes». Par ailleurs, la question du remplacement de Mario Draghi à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) sera débattue à Bruxelles mardi et mercredi. «Si le candidat allemand à la présidence de la Commission européenne échoue, un candidat allemand à la tête de la BCE a plus de chances, vu que l'Allemagne a pour l'instant fait chou blanc pour les postes importants de l'Union», ont jugé les analystes. «Une BCE moins flexible serait alors à attendre», ont commenté les analystes de

MUFG. Une politique plus stricte de la BCE rendrait l'euro plus rentable, et donc plus attractif pour les cambistes. La livre sterling a de son côté souffert du résultat des élections européennes. «Le succès du Parti du Brexit va mettre la pression sur le prochain Premier ministre pour obtenir un accord de sortie de l'Union le plus vite possible», a estimé Jameel Ahmad, analyste. Ce matin, le yen montait face à l'euro, à 122,32 yens pour un euro, contre 122,56 yens la veille, comme face au billet vert, à 109,29 yens pour un dollar contre 109,51 lundi soir. La devise britannique reculait légère-

ment face au billet vert, à 1,2668 dollar contre 1,2679 dollar lundi soir et 1,2714 dollar vendredi soir. Elle restait stable face à l'euro, à 88,35 pence pour un euro contre 88,28 la veille au soir, mais baissait par rapport à son niveau de vendredi soir (88,13 pence). Le franc suisse restait stable face à l'euro, à 1,1241 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 1,0044 franc suisse pour un dollar. L'once d'or valait 1.284,57 dollars, contre 1 288,95 dollars lundi soir. La monnaie chinoise valait 6,9101 yuans pour un dollar, contre 6,8979 yuans pour un dollar lundi vers 15h30 GMT.

Lamine H.

Nigeria Approbation par le Président d'un budget de plusieurs dizaines de milliards de dollars

LE PRÉSIDENT nigérian, Muhammadu Buhari, a approuvé lundi un budget ambitieux de plusieurs dizaines de milliards de dollars, pour son pays premier producteur de pétrole d'Afrique, quelques jours avant le début officiel de son deuxième mandat. Le plan de dépenses pour le Nigeria pour l'année 2019 est fixé à 8,92 billions de nairas, soit 25 milliards de dollars, ou 22 milliards d'euros. Ce budget, comme les autres années, est toutefois controversé car il est calculé selon un taux de change utilisé seulement par le gouvernement (305 nairas pour un dollar), diffèrent de celui utilisé par les acteurs économiques et par la Banque Centrale du Nigeria (environ 360 nairas pour un dollar).

Il a également été calculé sur la base d'une production de 2,3 millions de barils de pétrole par jour (contre environ 2 millions actuellement), à 60 dollars le baril.

«Le gros problème est que, comme en 2016 et 2017, les prévisions de revenus sont très élevées même si elles n'ont pas atteint l'objectif les années précédentes», a déclaré l'analyste économique nigérian Nonso Obiliki. «Le gouvernement s'est engagé dans des dépenses qu'il doit atteindre, et il n'y a pas vraiment de possibilité d'ajustement», a expliqué l'économiste, cité par l'agence AFP, prenant notamment l'exemple de l'augmentation du salaire minimum voté le mois dernier de plus de 60%. «Ils votent le budget et ensuite ils voient comment l'atteindre», met en garde M. Obiliki. L'économie du géant de l'Afrique de 190 millions d'habitants a traversé une grave récession économique entre 2016 et 2017, conduisant à des millions de pertes d'emplois, et une forte inflation qui a aggravé le niveau de pauvreté dans le pays. L'administration Buhari a été fortement critiquée pour sa politique économique volatile et peu rassurante pour les investisseurs, et la croissance reste faible, à 2% en 2018, soit au tiers du rythme enregistré il y a cinq ans. Récemment réélu pour un second mandat, qui commencera officiellement mercredi, Muhammadu Buhari s'est engagé à accroître la croissance et la création d'emplois.

R. E.

Oran

La saison estivale 2019 s'annonce sous de bons auspices

■ L'organisation de la saison estivale 2019 s'annonce sous de bons auspices malgré quelques insuffisances relevées par la commission de wilaya qui vient de clôturer sa troisième et dernière sortie sur les différents sites balnéaires de la wilaya d'Oran, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale du tourisme et de l'artisanat.

Par Imane G.

La nouveauté, cette saison, outre le renforcement de l'éclairage public sur l'axe routier Mers El Kébir-Aïn El Turck, c'est surtout les travaux d'aménagement et de réhabilitation des accès au niveau des plages ainsi que la réhabilitation de structures administratives de la police, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile en faveur des communes côtières, a indiqué, à l'APS, le chef de service chargé du suivi et du contrôle des activités touristiques à la Il a cité, à ce propos, notamment l'acquisition de plusieurs postes en préfabriqué destinés aux structures administratives dont trois à Cap Falcon, Trouville et Aïn Safia, de même qu'au niveau des communes balnéaires de Bousfer et El Ancor, rattachées à la daïra d'Aïn El Turck. En outre, une opération d'aménagement de trois parkings qui jouxtent le complexe «Les Andalouses» est

en cours, a-t-on ajouté. La même source a affirmé que les conditions nécessaires pour passer une saison estivale meilleure que les précédentes sont réunies, signalant en matière d'hygiène et de commodités la pose de sanitaires mobiles au niveau des différents sites balnéaires, à la faveur des sorties des différentes commissions ayant noté les insuffisances notamment au niveau des sites balnéaires de Gzyel (Aïn Defla et



Dahl) et d'Aïn El Turck où les plaques indicatrices font défaut à «Corales» et «Pelika».

Les constructions illicites érigées dans les communes balnéaires d'Aïn El Turck et d'Arzew (Cap Carbon), en violation des textes de loi régissant le domai-

ne maritime, ont également fait l'objet de réserves des membres de la commission notamment en ce qui concerne les rejets domestiques en mer à Cap Falcon, Aïn Safia, faute de raccordement de certaines habitations au réseau d'assainissement, a-t-on

encore fait savoir. Pour ce qui est du nombre des plages autorisées à la baignade pour cette édition 2019, le même responsable à la direction locale du tourisme a fait état d'un arrêté en cours de signature du wali de 33 plages sur 34. I. G./APS

Aflou et Laghouat

De nouvelles structures pédagogiques projetées

De nouvelles structures socio-pédagogiques ont été retenues pour les deux communes d'Aflou et de Laghouat dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation dans ces deux collectivités, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Inscrites au titre du programme sectoriel de développe-

ment de 2019 et de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour un montant global de 750 millions DA, ces opérations seront lancées après achèvement des procédures réglementaires pour le lancement des appels d'offres, a-t-on indiqué.

Il s'agit de la réalisation et

l'équipement de neuf cantines scolaires, l'équipement de six autres au niveau des établissements scolaires de la commune de Laghouat, ainsi que l'équipement du demi-pensionnat du lycée Ahmed Kessiba.

Ces projets ont été retenus au niveau des nouveaux lotissements et pôles urbains et les

structures pédagogiques dépourvues de cantines.

Dans la commune d'Aflou, le programme prévoit la réalisation et l'équipement de quatre cantines scolaires et l'équipement de trois autres au niveau des écoles primaires.

Il comporte aussi un projet d'école primaire au niveau de la cité «900 logements publics locatifs», et la réalisation d'un collège de type «Base-7» doté d'un demi-pensionnat assurant 200 repas.

Le secteur de l'Éducation dans la wilaya de Laghouat sera renforcé par l'équipement de 15 cantines scolaires et réceptionnera en prévision de la prochaine rentrée scolaire d'autres nouvelles structures, dont un lycée dans la commune de Hassi-Delaâ.

Yanis F.

Ali Y.

Ouargla

Une vingtaine de points noirs du réseau d'assainissement éradiquée

Une vingtaine de points noirs entravant le réseau d'assainissement de la ville de Ouargla a été éradiquée, dans le cadre d'une vaste opération de lutte contre la déperdition des eaux usées en milieu urbain, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Lancée l'année dernière, l'opération de nettoyage et de curage, confiée à l'entreprise Cosider, a ciblé les différents quartiers

et cités de la commune de Ouargla, qui ont connu des déperditions d'eaux usées.

Ayant porté sur la mise en place de nouvelles canalisations adaptées aux spécificités du sol et de la salinité et la réhabilitation de neuf stations de pompage, cette opération vise l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la lutte contre les différentes sources de pollution. La région de Ouargla avait bénéficié en 2005 d'un projet de grande

envergure, dont les travaux confiés à plusieurs entreprises (nationales et étrangères), ont porté sur la réalisation de 138 km de canalisations, 32 stations de pompage et de relevage, deux stations d'épuration et de traitement, une autre de traitement par osmose et une conduite principale vers l'exutoire de Sebkhât Sefioune (commune de N'goussa), à 41 km de Ouargla.

Boumerdès

Mise en service d'un bureau de poste itinérant

Un bureau de postal itinérant représenté par un bus équipé assurant toutes les prestations fournies par un bureau postal ordinaire a été mis en service, lundi, pour la première fois à Boumerdès.

Selon les explications fournies au wali, Yahia Yahiatene, qui a procédé au lancement de cette Poste mobile à partir de la grande poste du siège de wilaya, «ce service de proximité vise à rapprocher les prestations du secteur du citoyen, en assurant la couverture de la totalité des zones reculées de Boumerdès».

«La première halte de cette Poste mobile sera la nouvelle gare ferroviaire, du chef-lieu de wilaya, avant de gagner le marché hebdomadaire, puis le marché de nuit ou la grande Kheima

installée dans la ville de Boumerdès», est-il signalé de même source.

Ce bureau mobile poursuivra son activité tout au long de la saison estivale, avant de la voir étendue au reste des jours de l'année, suivant un programme établi, a-t-on ajouté, par ailleurs.

S'exprimant sur l'encadrement assuré à cette Poste mobile, le wali a affirmé dans une déclaration à l'APS «la prise de toutes les mesures susceptibles d'assurer la sécurité de ce bureau mobile, au même titre que des bonnes conditions nécessaires pour le travail de son staff encadreur, et de son accompagnement dans la garantie d'un bon service de proximité». Dans le même sillage, un représentant du secteur local de la poste et des télécommunica-

tions a fait part, sur place, de démarches actuellement en cours, au niveau de la wilaya de Boumerdès, en vue de l'acquisition de locaux pour l'implantation de neuf nouveaux bureaux postaux, outre le réaménagement et équipement d'un nombre d'autres bureaux opérationnels, dans le cadre du programme du secteur pour l'exercice 2019.

Il a signalé l'ouverture programmée de huit parmi ces bureaux postaux au niveau des communes de Si Mustapha, Issers, Bordj Menail, Dellys, Ouled Moussa, Thénia, Boudouaou et Khmiss el Khechna, au moment où le 9ème est actuellement en réalisation dans la commune de Boumerdès, parallèlement à un nouveau siège pour la direction

du secteur.

Le même programme d'action (2019) englobe le réaménagement de six autres bureaux postaux à Ouled Aïssa, Zemmouri, Boumerdes, Legata, et Timezrit, outre la réhabilitation partielle d'une dizaine d'autres bureaux, au moment où neuf autres seront totalement réaménagés, est-il ajouté de même source.

En 2018, le secteur local de la poste et des télécommunications a enregistré la réhabilitation de neuf bureaux postaux, au niveau de sept communes de la wilaya, outre la mise en service de trois Terminaux de paiement électronique (TPE), et le raccordement de 39 centres postaux au réseau moderne de fibre optique.

Toujours, selon l'exposé présenté par le même responsable, la wilaya de Boumerdès compte

65 bureaux postaux, tous reliés à la fibre optique. Leur nombre passera à 72 à la fin 2019, soit une moyenne de couverture postale équivalant à un bureau pour chaque 15 000 habitants, au moment où le nombre de comptes courants est de plus de 400 000.

Détaillant la couverture postale de la wilaya, il a fait part de 21 communes, sur les 32 que compte la wilaya, où cette couverture est jugée «bonne», avec une densité entre 5 000 à 13 000 âmes, contre sept communes avec une forte densité, située entre 19 000 et 26 000 âmes, au moment où quatre communes enregistrent une très forte densité estimée entre 32 000 et 60 000 âmes.

Dalil B.

Selon un chercheur

Le conflit du Sahara occidental a été «israélisé»

■ Le conflit du Sahara occidental a été «israélisé», a affirmé le professeur de relations internationales Yahia Zoubir, estimant qu'on veut imposer une situation d'occupation de fait.

Par Farid M.

«**L'**israélisation du conflit du Sahara occidental consiste à acquérir des territoires, faire une colonisation de peuplement et faire en sorte que ce genre d'occupation soit agréé par la communauté internationale», a souligné ce chercheur algérien lors du colloque pluridisciplinaire intitulé «Le Sahara occidental, Actualités d'une question ancienne», dont les travaux ont été ouverts lundi après-midi à Amiens (Hauts-de-France).

Pour lui, c'est le modèle d'occupation israélien qui est reconduit dans le conflit du Sahara occidental opposant le Maroc au peuple sahraoui.

«On veut imposer une situation de fait, notamment du côté des grandes puissances. La France est en faveur du Maroc dans ce conflit et les Etats-Unis sont pour Israël», a-t-il ajouté, soulignant que la France «soutient le Maroc et laisse faire cette occupation des territoires sahraouis, la preuve en est la question des droits humains que la France refuse d'intégrer cette question dans le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso)».

Dans sa première journée, le colloque international, organisé par l'Université de Picardie Jules-Verne, en partenariat avec le Centre national de recherche scientifique (CNRS), s'est longuement penché sur le conflit vu de l'approche coloniale du territoire, l'approche marocaine du territoire en tant que puissance occupante, l'approche juridique de la notion du territoire et l'intérêt économique du territoire du

Sahara occidental. C'est ainsi que le professeur agrégé d'histoire, Pierre Vermeren, a passé en revue l'histoire du territoire du Sahara occidental et de son peuple, faisant remarquer qu'il n'y a jamais eu de lien de souveraineté entre le Maroc et le territoire du Sahara occidental, même s'il y a eu, par le passé l'allégeance de tribus sahraouis au roi du Maroc.

Ce qui a fait réagir le professeur de droit constitutionnel, Calos Ruiz Miguel, pour souligner que des documents montrent que c'étaient quelques Sahraouis qui avaient fait allégeance à titre individuel.

Pillage des ressources naturelles, la catastrophe

Dans sa logique impériale, le Maroc par le biais de son occupation illégale du Sahara occidental, qu'aucun pays ne lui reconnaisse la souveraineté, est en train de piller les richesses et les ressources naturelles de ce territoire avec le consentement de beaucoup de pays, a fait remarquer Philippe Leclercq, coprésident de l'Association de solidarité avec le peuple sahraoui de Lorraine.

Intervenant au nom des Amis du peuple du Sahara occidental (APSO), il a montré, chiffres à l'appui, comment le Maroc profite de cette colonisation pour s'enrichir et dévaster les richesses des Sahraouis avec la connivence de sa clientèle qui est l'Union européenne, la Russie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Turquie, la Chine et l'Inde.

«Nous sommes au bord de la catastrophe de la surexploitation des ressources halieutiques des



Professeur Yahia Zoubir

eaux territoriales du Sahara occidental», a-t-il alerté, signalant qu'en matière d'agriculture, le Maroc a exploité en 2016 plus de 900 hectares, dont les produits (tomate, pastèque et menthe) partent de Dakhla via Agadir pour Perpignan (France).

L'autre sujet important abordé est celui de «quel gouvernement pour le Sahara occidental», au cours du panel, le représentant du Front Polisario en France, Oubi Boucheraya Bachir, a exposé les structures étatiques de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) dans les camps de réfugiés de Tindouf et dans les territoires libérés.

Dans l'approche pratique de la représentation du Sahara occidental, Oubi Boucheraya a souligné que le Front Polisario est un mouvement de libération qui rassemble tous les courants politiques et non pas un parti politique. «Il continue à mener cette lutte et d'assurer sa continuité pour l'indépendance du Sahara

occidental», a-t-il dit, précisant qu'il «incarne l'aspiration principale des sahraouis à la liberté et à l'indépendance». Il a réitéré dans ce contexte l'appel au «réalisme» pour résoudre le conflit, né de l'occupation marocaine il y a plus de quarante ans.

«C'est une vision sélective et tendancieuse, alors qu'il faut intégrer dans l'approche la réalité sahraouie qui a le droit international en sa faveur», a-t-il affirmé.

Makana Moïse Mbengue, professeur de droit à l'Université de Genève, a quant à lui évoqué l'Union africaine vis-à-vis de la question du Sahara occidental, faisant observer que depuis l'adhésion du Maroc, «on assiste à un revirement de la position de l'institution continentale».

«Après avoir défendu bec et ongles la question en revendiquant le référendum d'autodétermination du peuple sahraouie, l'Union africaine, préfère maintenant que la question soit traitée au sein d'une trêve», a-t-il expli-

qué, soutenant que ceci «contredit toutes ses résolutions pertinentes».

«On assiste au sein de l'UA, une sorte de fragmentation du principe de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a-t-il ajouté, précisant que «ce n'est pas conforme aux textes fondateurs de cette institution».

Le colloque se poursuivra mardi pendant toute la journée avec une thématique que les intervenants focaliseront, notamment sur la population du Sahara occidental, le rôle des organisations internationales et les relations à venir entre l'Union européenne et le Sahara occidental.

F. M.

Libye

Le bilan des combats à Tripoli s'élève à 562 morts

Au total, 562 personnes ont été tuées et 2 855 autres blessées lors des combats qui ont lieu dans la capitale libyenne Tripoli et ses environs, a annoncé hier, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

«Le nombre de morts imputables au conflit armé à Tripoli est passé à 562, dont 40 civils,

et 2 855 personnes ont été blessées, dont 106 civils», a indiqué l'OMS.

«Parmi les morts de la semaine dernière figurent deux agents de santé», a ajouté l'OMS. L'armée basée dans l'est, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, mène depuis début avril une campagne militaire pour

s'emparer de Tripoli, où siège le gouvernement soutenu par l'ONU.

La Libye lutte pour traverser une période de transition marquée par le chaos depuis la chute de l'ancien président Mouammar Kadhafi en 2011.

Amel O.

Campagne électorale en Mauritanie

Réunion Hapa/représentants candidats

Le Conseil de la Hapa s'est réuni lundi avec les représentants des candidats à l'élection présidentielle. Au cours de cette réunion, le président après avoir souhaité la bienvenue à ses représentants, a rappelé l'engagement de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel à garantir l'égal accès des

candidats aux médias publics et privés, ainsi que le pluralisme et l'honnêteté de l'information au cours de cette campagne. La réunion d'aujourd'hui intervient après une série de rencontres et de concentrations avec la Commission électorale nationale indépendante, les médias publics et les éditeurs de télévi-

sions et radios privées. Une décision servant de cadre juridique et fixant les modalités de la couverture médiatique de la campagne électorale a été adoptée par le Conseil de la Hapa et sera publiée partout où besoin sera.

R. M.

Incendie en Tunisie Deux enfants jumeaux de 3 ans perdent la vie

DEUX ENFANTS jumeaux algériens âgés de trois ans ont perdu la vie dans un incendie survenu lundi après-midi dans l'appartement de leur famille situé dans la région de la Corniche à Sousse, rapporte l'agence TAP auprès du secrétaire général du syndicat de base de la Protection civile de Sousse, Rajab Bouziane.

«Les agents de la Protection civile ont découvert les corps calcinés des deux enfants après avoir réussi à éteindre l'incendie de l'appartement situé au deuxième étage d'un immeuble résidentiel», a-t-il précisé. «L'incendie est probablement dû à une panne d'électricité du téléviseur lorsque la mère des enfants est partie faire des courses», selon la même source. R. M.



Irak

Six Français de l'EI condamnés à mort en trois jours

■ La moitié des 12 Français transférés de Syrie en Irak ont été condamnés à mort en trois jours pour avoir rejoint le groupe État islamique (EI), Paris assurant « multiplier les démarches » pour éviter la peine capitale à ses ressortissants.

Brahim Nejara, 33 ans, accusé par le renseignement français d'avoir facilité l'envoi de jihadistes vers la Syrie, et Karam El Harchaoui, qui aura 33 ans demain, ont été condamnés à la peine capitale hier par un tribunal de Bagdad, après avoir été transférés fin janvier de Syrie, où ils étaient détenus par une alliance arabo-kurde antijihadiste. Dimanche et lundi, Kévin Gonot, Léonard Lopez, Salim Machou et Mustapha Merzougui avaient aussi été condamnés à mort par pendaison. Tous ces condamnés ont 30 jours pour faire appel, et l'avocat français de Léonard Lopez a déjà annoncé qu'il le ferait. Six autres Français transférés de Syrie seront jugés dans les prochains jours en Irak, où quiconque ayant rejoint une organisation «terroriste» – qu'il ait ou non combattu – est pas-

sible de la peine de mort. Hier, le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a assuré sur la radio France Inter que Paris «multiplie(ait) les démarches pour éviter la peine de mort» aux Français. Bagdad a déjà condamné plus de 500 étrangers de l'EI – hommes et femmes – mais aucun n'a jusqu'ici été exécuté. Deux jihadistes belges ont écopé de la peine de mort, tandis qu'une Allemande condamnée à la peine capitale a vu sa sentence commuée en peine de prison à perpétuité en appel. Cette série de verdicts relance le débat sur l'épineuse question des jihadistes étrangers: le retour dans leur pays d'origine suscite un vif rejet dans l'opinion publique en Europe, où des États comme la France refusent dans le même temps la peine de mort et plaident pour son abolition partout dans le monde. «Nous sommes opposés à

la peine de mort et nous le disons», a ainsi déclaré hier M. Le Drian. Il a toutefois aussitôt réitéré la position de principe de Paris, qui refuse tout retour et jugement de ses ressortissants affiliés à l'EI en France. «Ces terroristes-là, parce qu'il s'agit bien de terroristes qui nous ont attaqués, qui ont aussi été semeurs de mort en Irak, doivent être jugés là où ils ont commis leurs crimes», a-t-il dit sur France Inter. Les défenseurs des droits humains dénoncent de leur côté «de vrais risques de torture» et «aucune garantie pour des procès équitables» en Irak, 12e pays le plus corrompu au monde selon Transparency. En 2018, l'année qui a suivi la déclaration de la «victoire» sur l'EI en Irak, les tribunaux irakiens ont ordonné au moins 271 peines capitales, soit quatre fois plus qu'en 2017, selon Amnesty International. Mais, dans les faits, Bagdad – qui reste parmi les cinq pays ordonnant le plus de peines de mort au monde – a exécuté moins de condamnés. En 2018, 52 personnes ont été pendues, contre 125 en 2017. Au juge, Brahim Nejara a raconté être «parti de France en Syrie avec (sa) voiture en 2014», date à laquelle le «calife» autoproclamé de l'EI a appelé ses partisans à lui prêter allégeance. «Ma femme, ma fille et mon beau-frère étaient avec moi», a poursuivi l'homme vêtu de l'uniforme jaune des détenus qui se faisait appeler Abou Souleimane al-Tounsi au sein de l'EI. Ce Français originaire de Meyzieu, près de Lyon (centre-est), d'où sont partis



PH. > D. R.

plusieurs jihadistes français, est apparu dans un vidéo de propagande du groupe ultraradical après les attentats de novembre 2015 en France (130 morts). Selon le Centre d'analyse du terrorisme (CAT), basé à Paris, il avait incité un de ses frères à commettre un attentat en France et fréquenté en Syrie Foued Mohamed-Aggad, l'un des kamikazes du Bataclan, salle de spectacles où a eu lieu une des tueries du 13-Novembre. Karam El Harchaoui, Français d'origine marocaine élané et visiblement très stressé à la barre, s'est lui dit «innocent». «Je ne suis pas entré en Irak et je n'ai participé à aucun combat ni en Syrie ni en Irak», a clamé l'homme, crâne et barbe rasés, qui a expliqué avoir

pris la route de la Syrie depuis Bruxelles où il était chômeur. Il a assuré être parti seul en Syrie, où il a eu deux épouses successives, toutes deux ressortissantes belges. Les procès de Yassine Sakkam, 29 ans et l'un des Français de l'EI les plus médiatisés, et de Mohammed Berriri, le benjamin de ce groupe de 12 Français (24 ans), sont fixés à aujourd'hui. Fodil Tahar Aouidate, qui a affirmé avoir été frappé par ses interrogateurs, comparaitra de nouveau le 2 juin, un examen médical ayant été requis d'ici cette nouvelle audience.

Rosa C.

Israël

Le spectre de nouvelles élections se fait plus net

Le spectre de nouvelles élections en Israël quelques mois seulement après les dernières en date se profile plus nettement d'heure en heure, et il reste moins de 48 heures à Benjamin Netanyahu pour former une coalition gouvernementale. Si les Israéliens devaient retourner aux urnes après avoir élu leur Parlement le 9 avril, ce serait une première. L'avenir de l'insubmersible M. Netanyahu, au pouvoir depuis plus de 10 ans sans discontinuer et 13 ans en tout, mais cerné par les enquêtes pour corruption, serait plus que jamais en question. Israël n'en est pas encore là et l'issue de la crise est totalement incertaine. M. Netanyahu a jusqu'à aujourd'hui minuit pour assembler une coalition gouvernementale, conformément au mandat que lui a confié le président Reuven Rivlin après les élections. Mais celui qui triomphait dans la nuit du 9 avril se heurte dans les négociations à un mur en la personne de son ancien ministre de la Défense, Avigdor Lieberman. Devant l'apparente impasse, le parti de M. Netanyahu, le Likoud, a initié la dissolution du Parlement

(Knesset). Les députés ont approuvé un texte en ce sens en lecture préliminaire lundi, puis en première lecture avant l'aube hier. Une date a même été fixée provisoirement pour de nouvelles élections: le 17 septembre. La loi devrait encore être adoptée en deuxième et troisième lecture pour que la Knesset se disperse. C'est réalisable d'ici à ce soir, mais ce n'est pas acquis. Le vote a toutes les apparences d'une tactique pour que le maître manœuvrier qu'est M. Netanyahu conserve la main. Si les pourparlers menés par M. Netanyahu échouent d'ici à ce soir, une prolongation du délai n'est pas exclue. Mais le président peut aussi donner sa chance à un autre député, une hypothèse apparemment inacceptable pour M. Netanyahu. Risque calculé, la dissolution de la Knesset couperait l'herbe sous le pied du président. Pour sortir de la crise, la liste de centre droit du principal concurrent de M. Netanyahu aux élections, le général Benny Gantz, s'est dit prête à un gouvernement d'union avec le Likoud. Un tel gouvernement disposerait d'une confortable majorité de 70 députés

sur 120. Mais, pour le parti de M. Gantz, cela devrait être sans M. Netanyahu, autre éventualité semble-t-il inenvisageable pour ce dernier. Le Likoud et ses alliés avaient remporté les élections du 9 avril, déjà convoquées avant l'échéance à l'initiative de M. Netanyahu dans ce qui a été largement interprété comme une manœuvre pour se draper dans une fraîche légitimité avant d'affronter une possible inculpation dans trois affaires de corruption. Après le 9 avril, M. Netanyahu paraissait se diriger vers un cinquième mandat et un record de longévité au poste de Premier ministre, à la tête d'une alliance réunissant autour du Likoud des formations de droite plus ou moins radicales et plus ou moins religieuses, et des partis ultra-orthodoxes représentant les 10% d'Israéliens observant rigoureusement les règles du judaïsme. Les vicissitudes judiciaires de M. Netanyahu, figure jusqu'alors dominante au point d'en paraître imbattable, l'ont cependant rendu vulnérable aux tentatives d'extension politique, mettent en garde les analystes depuis des mois.



Impuissance

Collecte

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'on évoque souvent le «mur» de Donald Trump comme une lubie du président américain, l'on oublie bien souvent que la promesse de cette barrière séparant physiquement les États-Unis du reste de l'Amérique latine, est l'une des principales raisons du succès et de la victoire de l'ex-homme d'affaires à la dernière élection présidentielle. Et si les Démocrates continuent de se mettre en travers du projet de Trump en empêchant son financement, des citoyens américains ont décidé de prendre la situation en main et de construire leur propre mur. En effet, un ancien militaire américain a lancé la construction de la première portion d'un mur privé le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, utilisant de l'argent collecté en ligne auprès des partisans du président Républicain. «C'est une manière à l'américaine de dire "Congrès, vous ne servez à rien et nous nous battons pour ça. Nous allons construire (le mur) nous-mêmes"», lance Jeff Allen, copropriétaire du terrain où le mur privé est mis sur pied. Casquette rouge «Make America Great Again» (Rendre sa grandeur à l'Amérique), vissée sur la tête, déterminé à aider le président américain à honorer sa promesse de bâtir un «grand, magnifique mur» à la frontière, Allen a supervisé le week-end dernier, avec fierté, le début des travaux. «Ce n'est pas l'Europe. C'est l'Amérique. Nous protégeons nos frontières», déclare le partisan de Trump pendant que des ouvriers s'activent pour mettre en place des morceaux de la palissade sur ses terres de la ville de Sunland Park, près de la ville mexicaine de Ciudad Juarez. Dans son entreprise, l'homme, âgé de 56 ans, est accompagné par des membres des United Constitutional Patriots (UCP), une petite milice armée dont le chef avait été arrêté le mois dernier pour port d'arme prohibé. L'UCP s'est donnée comme mission de patrouiller à la frontière jusqu'à ce que le mur promis par Donald Trump soit achevé. La construction de ce mur privé est financée par la société «We Build The Wall» (nous construisons le mur), affirme Jeff Allen. Cette compagnie a été lancée par Brian Kolfage, ancien combattant amputé de trois membres, afin d'aider Trump à ériger son mur. L'ancien sulfureux conseiller de Donald Trump, le stratège d'extrême droite Steve Bannon, en préside le comité consultatif. Plus de 22 millions de dollars ont déjà été versés par les internautes via une plateforme de financement participatif. Cependant, si la somme récoltée n'est pas négligeable elle reste dérisoire face au coût global estimé de la barrière complète qui devrait s'élever à plus de 5 milliards de dollars et que les Démocrates qui contrôlent le Congrès refusent d'octroyer. Toutefois, si en 2020 Donald Trump venait à être réélu, une nouvelle fois avec la promesse de la construction du mur, les Démocrates, surtout s'ils perdent une nouvelle fois le contrôle du Congrès, pourraient devoir reconnaître que les citoyens américains, malgré toutes les leçons de morale qui leur ont été enseignées, bel et bien la construction de cette barrière et pourraient alors assouplir leur position sur la question. **F. M.**

Chanson andalouse

Beihdja Rahal distinguée à Alger

■ L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a distingué, lundi soir à Alger, devant un public nombreux, la chanteuse andalouse Beihdja Rahal, pour l'ensemble de sa carrière, compilée dans un coffret de 27 CD.

Par Adéla S.

Organisée au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA), la cérémonie de distinction, constituant la deuxième partie du programme de la soirée, a débuté par la projection d'un court documentaire réalisé par l'Onda, retraçant le parcours artistique de Beihdja Rahal, à travers une série de photos montrant les différentes étapes de sa carrière.

Sous les applaudissements répétés et les youyous nourris du public, le représentant de l'Onda, Abbas M'hand Said, a ensuite remis le Trophée honorifique à Beihdja Rahal, ainsi qu'un coffret intitulé «Un maître au féminin», regroupant en 27 CD l'ensemble de son parcours artistique.

Avant d'enchanter l'assistance, Beihdja Rahal, vêtue d'une belle tenue traditionnelle, a exprimé son «immense joie» de se voir ainsi distinguée par l'Onda, d'autant que son coffret se veut, a-t-elle précisé, un «hommage à la musique andalouse et à tous (ses) maîtres».

Accompagnée par l'Orchestre de l'association «Les Beaux-Arts d'Alger» de musique andalouse, sous la direction du maestro Abdelhadi Boukoura, l'artiste mise à l'honneur a ensuite gratifié l'assistance d'un florilège de pièces andalouses, musique savante que le public a hautement apprécié.

Devant une assistance recueillie, la cantatrice a entonné des extraits de la «Nouba Sika», enchaînés à des pièces dans les genres «Aroubi» et «Hawzi» pour clore sa prestation sous les

youyous nourris de l'assistance, avec des «M'dihs».

Le public, emporté par les atmosphères solennelles de ce bel élan artistique créé par la voix suave et cristalline de Beihdja Rahal, a été séduit par «le charisme et la prestance» de l'artiste, qu'elle s'est construite, de l'avis d'une spectatrice, dans «la rigueur et le respect» de la musique andalouse.

Etablie à Paris depuis 1992, après 18 ans de formation artistique à Alger dans les classes de grands maîtres de la chanson andalouse, comme Mohamed Khaznadij, Abderrezak Fakhardji ou encore, Zoubir Karkachi, Beihdja Rahal, musicienne et interprète-soliste, a transité par plusieurs écoles et associations, à l'instar du Conservatoire d'Alger et des associations «El Fakhardjia» et «Essendoussia».

En 1992, elle crée à Paris son propre orchestre et entame en 1995 les enregistrements des 12 noubas de la musique Sanaâ, école andalouse d'Alger, alors que «El Gharnati» et le «Malouf» représentent les écoles de Tlemcen et de Constantine, res-



pectivement.

Dans différents organismes parisiens, Beihdja Rahal donne des cours de musique andalouse aux enfants et aux adultes, au sein de l'association «Rythme-harmonie», dont elle fait partie, notamment.

Chercheuse également, elle a obtenu en 2006 le prix «Mahfoud-Boucebci» pour ses travaux de recherche et de sauvegarde du patrimoine musical andalou, et coédité des ouvrages sur la musique andalouse, dont «La plume, la voix et le plectre» (2008) et «La joie des âmes dans la splendeur des paradis andalous» (2010).

Auparavant, la trentaine d'instumentistes de l'association

«Les Beaux-Arts d'Alger, dont une dizaine de musiciennes en tenues traditionnelles, ont livré une prestation de haute facture, empreinte de rigueur académique et de professionnalisme, que le public a longtemps applaudie.

Mettant en valeur les voix présentes et étoffées de Youcef Ait Meziane, Sarah Zitouni, Haroun Chettab, Fatma Zohra Hammouche, Omar Boudellel, Maya Barafane et Nazim Lemnour, l'ensemble, parmi lequel le violoniste tunisien Mehdi Zekri a gratifié l'assistance d'un florilège prolifique de chansons issues du patrimoine.

Les pièces «Ya ghazel dabyou'L'hima» (inqilab moual),

«Qala li nasseh mine enness» (derdj m'djenba), «Dir el ôqqar» (N'çraf m'djenba), «Ya toura» (kh'lass m'djenba) et «Ya men trid ktali» (aroubi), ont constitué l'essentiel du rendu de l'ensemble, sous le regard bienveillant du maestro Abdelhadi Boukoura.

Fondée en 1956 sous le nom de la «Société des beaux-arts» (doyenne des associations), puis rebaptisée, l'orchestre de l'association a été créé, lui, en 1980, pour qu'en 2000 l'élève Abdelhadi Boukoura devienne son directeur artistique.

L'association compte actuellement à son actif plusieurs niveaux d'apprentissage et l'enregistrement de cinq CD.

A. S./APS

Théâtre

Oran : première rencontre du théâtre d'improvisation en juin

Un premier «match» d'improvisation théâtrale sera organisé à la mi-juin prochain à Oran, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Cette initiative de l'association culturelle «El Amel» d'Oran s'inscrit dans le cadre de la session de formation sur le théâtre d'improvisation, qui se tiendra au mois de juin sous le slogan : «Nous improvisons mais nous n'œuvrons pas par improvisation», a souligné le président de l'association.

La rencontre, événement appelé aussi

«théâtre sportif», verra la participation de 15 jeunes diplômés de la 22^e promotion formée par l'association. Les représentations, à présenter devant le public, promettent d'être très rudes et aborderont divers thèmes improvisés, a expliqué Mohamed Mihoubi.

Cette manifestation théâtrale, qui se tiendra selon des normes internationales, vise à tester et à développer les capacités artistiques des jeunes dans le domaine du théâtre d'improvisation qui repose principalement sur le travail de groupe.

Cette démarche intervient dans le cadre des préparatifs de l'association culturelle «El Amel» pour prendre part au match théâtral d'improvisation qui se tient chaque année au Canada, a fait savoir M. Mihoubi, notant que l'association envisage de participer à des manifestations du 4^e art dans le monde.

Pour rappel, cette association a formé quelque 90 jeunes durant 43 ans d'activités et a produit 25 œuvres dramatiques pour adultes et enfants.

Racim C.

Oran

Librairie Alloula, un nouvel espace culturel pour les férus de bons livres

L'espace culturel d'Oran vient d'être renforcé par l'ouverture d'une nouvelle librairie que les propriétaires ont baptisée du nom du défunt dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994), avec plus de 6 000 titres dans différents domaines scientifiques, culturels, littéraires, théologiques et autres.

Cette librairie, qui occupe un bâtiment de trois étages, sise au niveau du Boulevard de la Soummam, au centre-ville, cotoie de nombreux établissements éducatifs et de formation, ainsi que des institutions bancaires, commerciales, touristiques et hôtelières et non loin de la station du tramway de la place 1^{er}-Novembre 1954. Ce qui fait d'elle un endroit incontournable et appelé à devenir un pôle attractif pour les hommes de culture, artistes, universitaires, intellectuels de la wilaya et des régions limitrophes et d'une manière générale pour les férus de lecture et de bonnes pages.

Depuis son ouverture, au début du

mois sacré du ramadhan, la librairie connaît une bonne affluente des amoureux de la lecture et des livres, qui ont trouvé en cet espace de quoi étancher leur soif en ouvrages dans différents domaines.

Le gérant de la librairie, Benkerrou Badreddine, a indiqué que le projet d'ouvrir une librairie en ces temps où ce genre de commerces ferment et où la lecture connaît un grand recul est une véritable «aventure», sauf que le propriétaire de cet établissement, Bouanane Abdelhak, a relevé le défi et concrétisé le projet afin de promouvoir et encourager la lecture. Il a ajouté que l'objectif derrière l'ouverture de cet espace culturel est de mettre à la disposition du public des livres à des prix raisonnables, notamment pour les étudiants des écoles et des universités, ainsi que les chercheurs et les gens de culture, sachant que les livres proposés par la librairie traitent de sujets diversifiés et dans les différents domaines.

La librairie, qui s'étend sur une surface de 400 m², propose des livres scientifiques, théologiques, politiques, sociologiques, culturels, littéraires et artistiques, ainsi que des livres pour enfants, des dictionnaires et autres ouvrages de l'art de la décoration, du jardinage, de la cuisine, bandes dessinées et des livres d'apprentissage des langues étrangères dont l'anglais, le français, le russe et le chinois. Dans les deux niveaux de la librairie, des milliers de livres récents ornent les étagères de cet espace culturel et scientifique, dans les différents domaines comme l'histoire, le droit, la physique et la chimie et autres spécialités et dont la plupart sont importés de France et sont cédés à des prix concurrentiels, ce qui rend la librairie une destination préférée des étudiants et des lecteurs.

Le premier étage de cet espace a été réservé aux ouvrages récents destinés aux spécialistes et les professionnels de la médecine, ainsi que des dictionnaires

médicaux. Des photos en noir et blanc de savants, penseurs et écrivains algériens et étrangers ornent les murs du sous-sol de la librairie dont l'Emir Abdelkader, Tahar Ouettar, Kateb Yacine, Mouloud Feraoun, Rachid Mimouni, Wassini Laredj, Albert Camus, Jean Senac, Frantz Fanon, Amine Malouf.

Pour ses propriétaires, cet espace est plus qu'un point de vente de livres. Des rencontres y seront organisées pour les écrivains qui auront un espace pour parler de leurs œuvres. Ce nouvel espace vient s'ajouter aux quelques librairies se comptant sur les doigts d'une main et dont les gérants ne cessent de déployer de grands efforts pour créer une activité culturelle et intellectuelle en organisant des ventes-dédicaces d'ouvrages récents en présence de leurs auteurs. Des événements qui drainent à chaque fois un public intéressé, curieux et avide de débats, d'échanges et de débats.

R. C.



JS Saoura
La saison a été difficile

LA SAISON 2018/2019 a été l'une des plus chargées et actives pour la JS Saoura qui a réalisé son objectif de figurer parmi les quatre premiers du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a indiqué hier le président du conseil d'administration du club. «Notre classement dans ce championnat, nous avons pu le réaliser grâce à l'apport des joueurs, du staff technique sous la direction de Karim Zaoui et surtout à l'indéfectible soutien des supporters», a déclaré Mamoun Hamlili. «Avec la meilleure défense du tournoi qui n'a encaissé que 22 buts et un bloc offensif classé à la sixième position du championnat avec 43 réalisations et 10 autres en Ligue des champions, la JSS, qui a eu à sa tête deux entraîneurs cette saison, Nabil Neghiz et Karim Zaoui, a disputé un exercice satisfaisant», a-t-il poursuivi. «Tous ces résultats ont pu être concrétisés grâce à une bonne gestion administrative et

financière du club et surtout l'apport sans faille du sponsor officiel, l'Entreprise nationale de forage (ENAFOR)», signale le dirigeant de la JS Saoura, qui souhaite aussi un soutien financier des autorités locales. «Le soutien financier des autorités locales est nécessaire maintenant du fait du développement sans cesse du club», estime-t-il. «Les déplacements de l'équipe vers les différentes régions du pays au titre des compétitions nationales et internationale reviennent très cher, d'où une nécessaire implication financière des autorités locales», a expliqué Mamoun Hamlili. La JS Saoura, qui joue depuis plusieurs saisons les premiers rôles en championnat au grand bonheur des supporters du sud-ouest du pays, «mérite toute l'attention voulue de la part des responsables locaux», a abondé dans le même sens le président du comité des supporters, Si Mohamed Baglab.

Ligue des champions (finale/retour) EST-WAC
Les Tunisiens ne veulent pas de Gassama

L'ES TUNIS a contesté la désignation de l'arbitre international gambien, Bakary Papa Gassama, pour diriger la finale (retour) de la Ligue des Champions d'Afrique face aux Marocains du WA Casablanca, vendredi prochain au stade de Radès (22h00). Dans une lettre adressée à la Confédération africaine de Football (CAF) et

publiée sur son site officiel, l'Espérance a expliqué que l'arbitre en question n'était pas «neutre» lors de la finale de 2017 en se montrant «un peu trop» en faveur du WAC devant Al-Ahly d'Egypte. Le club tunisois a dénoncé, également, un penalty non sifflé en sa faveur lors de la demi-finale aller à Radès contre le TP Mazembe.

Tennis
Rihane ne disputera pas le le tournoi de Charleroi

LE TENNISMAN algérien Youcef Rihane, sur conseil de son staff technique, a décidé de faire l'impasse sur la 55^e édition du tournoi international juniors «Astrid Bowl Charleroi», auquel il devait prendre part du 27 mai au 1^{er} juin en Belgique, pour «mieux se consacrer» à Roland-Garros, qui aura lieu du 2 au 8 juin, en France.

mondial. Mais considérant que Roland-Garros est beaucoup plus prestigieux, il a préféré s'y consacrer pleinement.

L'Astrid Bowl de Charleroi est un important tournoi aussi, car de Grade 1, faisant qu'il met en jeu un grand nombre de points susceptibles d'aider le jeune international algérien à améliorer sensiblement son classement

En effet, le temps de récupération entre les deux compétitions n'est que de 24 heures, ce qui laisse peu de temps à Rihane pour récupérer, surtout qu'il doit effectuer le déplacement de Charleroi (Belgique) à Paris (France).

L'Algérien de 17 ans se trouve déjà dans la capitale française, à jeu un grand nombre de points susceptibles d'aider le jeune international algérien à améliorer sensiblement son classement

Coupe d'Algérie de volley-ball messieurs
GSP-OMKM jeudi

LA FINALE de la Coupe d'Algérie de volley-ball, seniors messieurs, opposant le GS Pétroliers (tenant) à l'OMK El-Milia se déroulera demain jeudi (23h00) à la salle OMS du complexe olympique Mustapha-Tchaker (Blida), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAVB).

vendredi soir à la salle OMS de Bou Ismaïl (Tipasa).

Les Pétroliers étaient les premiers à se qualifier pour la finale en battant l'ASV Blida sur le score de 3 sets à 0 (25-17, 25-18, 25-14)

Les volleyeurs de l'OMK El-Milia ont rejoint le GS Pétroliers en finale après leur victoire devant l'ES Tadjenanet par 3 sets à 2 (29-27, 24-26, 25-16, 29-31, 18-16), dimanche à Constantine.

C'est la 2^e finale de l'OMK El-Milia après celle perdue en 2017 devant le NR Bordj Bou Arréridj.

Guéguerre Mellal-Arama
Le ministre Bernaoui tempère les ardeurs

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Salim Bernaoui, a tempéré les ardeurs des deux présidents de la JSK, Chérif Mellal, et du CSC, Tarek Arama, qui se livrent une guéguerre depuis la dernière journée de la L1 Mobilis.

Bernaoui met tout le monde devant ses responsabilités



Par Mahfoud M.

Il faut savoir que la défaite du CSC à Constantine face à l'USMA a fait perdre le titre à la JSK qui comptait beaucoup sur la mobilisation des Vert et Noir pour barrer la route aux Usmistes. A la fin de la rencontre, le président de la JSK, Mellal, avait déclaré que le CSC avait demandé une somme de 2,5 milliards de centimes pour arrêter l'USMA, mais qu'il avait refusé. Le boss des «Sanafirs» avait répliqué en traitant Mellal de menteur et en menaçant de l'estimer en justice après ses graves déclarations. Ce n'est pas la première fois que les prési-

dents de certains clubs se rejettent la balle dans certaines affaires et s'accusent mutuellement et Mellal, plus précisément, est devenu un spécialiste de déclarations incendiaires puisqu'il avait ouvert le feu sur de nombreux acteurs de la balle ronde nationale, dont le président de la FAF, Zetchi, celui de la LFP, Medouar et même d'autres présidents de clubs à l'image de celui de l'IO Médéa, Boukelkal. Même si certains pensent que c'est sa manière à lui de défendre les intérêts de son club et qu'il tente d'apporter une nouvelle conception de la gestion des clubs, n'empêche qu'il s'est

enfoncé dans pas mal d'affaires. Le ministre pense que ce genre de déclarations montre que le niveau est tombé bas et qu'il faudra éviter à l'avenir ce genre de propos. Il demandera à la FAF de sévir et mettre tout le monde devant ses responsabilités pour que cela ne se reproduise plus. «Nous ouvrirons le dossier et cette affaire sera élucidée», a indiqué Bernaoui qui demande aux dirigeants de clubs d'éviter ce genre de déclarations qui nourrissent la rancune entre les clubs et entre les supporters, affirmant qu'il ne faut pas parler sans preuves.

M. M.

MC Oran
Les Hamraoua soufflent, «Baba» sur le départ

Le MC Oran a réussi finalement à se maintenir en Ligue 1 de football Mobilis grâce à sa victoire à domicile face au NA Hussein Dey (3-2), dimanche soir dans le cadre de la 30^e et dernière journée du championnat. Les milliers de fans oranais, présents dans le stade Ahmed-Zabana, qui a ouvert pour la troisième fois de suite ses portes gratuitement au public, ont poussé un grand ouf de soulagement au coup de sifflé final de l'arbitre. C'est que le club-phare de la capitale de l'Ouest venait de vivre une autre saison tumultueuse ayant failli l'envoyer au purgatoire, exactement comme ce fut le cas en 2008. Heureusement pour les «Hamraoua», leur équipe a réussi à reprendre en main son destin, lors des toutes dernières journées de la compétition, surtout après le nul ramené au cours de la 29^e journée du terrain du leader l'USM Alger. Contre le NAHD, les Oranais se devaient de l'emporter pour être à l'abri de toute mauvaise surprise, mais le

suspense a trop duré, puisqu'au début de la deuxième période, le score était toujours de parité, contre un adversaire qui s'est pourtant déplacé avec un effectif de 16 éléments, composé essentiellement de jeunes. Cependant, le plus important pour les locaux était la victoire, parvenant ainsi à engranger leur huitième point sur douze possibles pendant les quatre derniers matchs du championnat, soit depuis l'enclenchement de l'opération de sauvetage confiée à un encadrement technique partiellement renouvelé et dirigé par Nadir Leknaoui, qui venait de faire accéder l'US Biskra en Ligue 1.

Belhadj : «Je démissionnerai avant l'Aïd»

A présent que les Mouloudéens ont réussi à sauver leur saison qu'ils avaient pourtant abordée avec l'ambition de mettre un terme à près d'un quart de siècle de disette – leur dernier trophée remonte à 1996

–, les fans du club exigent à présent une «révolution» à tous les niveaux pour éviter de revivre le même cauchemar lors des exercices à venir. Cette «révolution» devra se faire sans le président Ahmed Belhadj, qui a réitéré à la presse, à l'issue du match face au NAHD, sa décision de jeter l'éponge. Belhadj, dit «Baba», a indiqué qu'il comptait déposer sa démission «avant l'Aïd El Fitr» et ce, après cinq années passées aux commandes de la formation d'El Bahia, au cours desquelles il a échoué à atteindre son objectif de redorer le blason terni du club. Evoquant l'éventualité de voir la transaction avec l'entreprise «Hyproc Shipping», qui a signé en janvier passé un protocole d'accord en vue de racheter la majorité des actions du club professionnel, tombé à l'eau, Belhadj a précisé que «si par malheur cette hypothèse venait à se produire, les actionnaires devront trouver un nouveau président capable de relever le défi».

PH. A. D. R.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

Le fondateur de la chaîne Nessma candidat à la présidentielle

LE FONDATEUR de la chaîne de télévision privée Nessma, Nabil Karoui, a annoncé sa candidature à la présidentielle tunisienne de novembre, lors d'une interview en direct sur ce média. M. Karoui, un quinquagénaire, avait été très actif dans la campagne de 2014 du président actuel Béji Caïd Essebsi, 92 ans, et qui a indiqué ne pas souhaiter se représenter. M. Karoui est accusé par le régulateur des médias tunisien et certains hommes politiques de se servir de Nessma TV pour nourrir des ambitions politiques. Après s'être éloigné du parti présidentiel Nidaa Tounès, il s'est lancé ces trois dernières années dans des campagnes de charité à grand renfort de publicité, distribuant nourriture, habits et électroménager sous l'œil des camé-

ras. «J'ai été à la rencontre de ces gens, j'ai été les aider, quartier par quartier», a-t-il déclaré lundi soir, faisant allusion à l'émission caritative Khalil Tounès, lancée en hommage à son fils décédé dans un accident de voiture en 2016. «J'ai vu la difficulté dans laquelle vivent ces gens, alors qu'on ne les entend pas, (...) on ne se rappelle d'eux que lorsqu'il y a une élection», a-t-il poursuivi, prônant comme programme de «mettre fin à la pauvreté». Il a précisé avoir constitué un groupe d'experts pour présenter un programme et des listes lors des législatives du 6 octobre, qui précéderont la présidentielle. Lancée en 2007, la chaîne satellite Nessma TV compte dans son capital le groupe italien Mediaset de Silvio Berlusconi. **L. O.**

Au 1^{er} trimestre

Deux suicides et 33 tentatives chez les enfants

LA DIRECTION générale de la Sûreté nationale (DGSN) a enregistré, au 1^{er} trimestre de 2019, deux cas et 33 tentatives de suicide chez les enfants. Lors d'une conférence d'information sur le «rôle de la Sûreté nationale dans la protection des enfants contre toute forme de violence», le chef du Bureau des catégories vulnérables à la Direction de la police judiciaire à la DGSN, le commissaire de police, Khawas Yasmine a indiqué que «deux enfants s'étaient donné la mort et 33 autres avaient tenté de se suicider, dont 24 filles, au 1^{er} trimestre de 2019», ajoutant qu'en 2018, douze cas de suicide avaient été enregistrés (3 filles) et 142 tentatives de suicide (124 filles). Abordant le phénomène de violence en milieu scolaire, la même responsable a révélé qu'au 1^{er} trimestre de l'année en cours, 88 enfants étaient victimes d'actes de violences commis par 101 individus dont 60

appartenant au staff éducatif et 41 enfants. A ce propos, la responsable a précisé qu'«au cycle primaire, 70 cas d'enfants victimes de violences corporelles, contre deux enfants victimes de violences verbales au cycle moyen et 16 enfants victimes de violences sexuelles au secondaire». A cette occasion, la responsable a rappelé l'importance du numéro vert 104 pour la collecte d'informations relatives à ce domaine.

En ce qui concerne la vidéo publiée sur les réseaux sociaux montrant un père de famille battant sa fille en présence de son fils, et ce, en raison d'un désaccord avec sa mère, M. Taleb a précisé que la mère de la victime avait été immédiatement auditionnée avant le dépôt d'une notification auprès des juridictions compétentes pour prendre les mesures nécessaires. **O. N.**

«Toutes les conditions doivent être réunies pour le bon déroulement des examens»

Audience accordée par Bensalah à Bedoui

LE CHEF de l'Etat, Abdelkader Bensalah a mis l'accent, mardi à Alger, sur «la nécessité de réunir toutes les conditions nécessaires pour le bien-être des candidats et encadreurs et le bon déroulement des examens, tous cycles confondus», indique un communiqué de la présidence de la République. Lors d'une audience accordée au Premier ministre, Noureddine Bedoui qui lui a présenté un exposé sur les mesures prévues pour une bonne organisation des examens de fin d'année, la fin du mois sacré du ramadhan et l'Aïd

el Fitr ainsi que les préparatifs de la saison estivale, le chef de l'Etat a mis l'accent sur «la nécessité de réunir toutes les conditions nécessaires pour le bien-être des candidats et encadreurs et le bon déroulement des examens, tous cycles confondus», précise la même source. Cette rencontre a permis aux deux parties de passer en revue «la situation politique et socio-économique du pays, particulièrement la situation politique actuelle du pays ainsi que les obstacles entravant le processus électoral», souligne la même source. **R. N.**

L'Aïd s'approche



Loumis

Djalou@hotmail.com

Droits de l'Homme

Mort en prison du militant Kamel Eddine Fekhar

■ Fekhar, figure de proue de la contestation pacifique à Ghardaïa, avait été transféré d'urgence à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida, après l'aggravation de son état de santé.

Par Racha B.

Le militant des droits de l'Homme Kamel Eddine Fekhar est décédé hier 28 mai dans la matinée, a annoncé l'avocat Salah Dabouz dans une vidéo postée sur sa page Facebook.

Salah Dabouz explique que le défunt Kamel Eddine Fekhar, ex-militant du FFS et figure de proue de la contestation pacifique à Ghardaïa, avait été transféré d'urgence à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida, après l'aggravation de son état de santé. Rappelons que le militant était incarcéré depuis le 31 mars der-



nier à la prison de Ghardaïa. Il avait entamé une grève de la faim il y a près de 2 mois. **R. B.**

Agent de police jeté d'un fourgon devant la Grande Poste

Information judiciaire à l'encontre des auteurs

Le parquet de la République après le tribunal de Sidi M'hamed (cour d'Alger) a indiqué, mardi dans un communiqué, que les deux individus suspects d'être impliqués dans l'incident de l'attaque contre un agent de police, poussé et jeté d'un fourgon de police à la Grande Poste, ont été déférés devant le procureur de la République qui a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire. Les deux mis en cause répondant aux initiales H. Z. (38 ans) et S. Y. I. (28 ans) ont été déférés les 26 et 27 mai 2019 devant le procureur de la République qui a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire pour les chefs d'inculpation de tentative d'homicide volontaire et agression avec violence contre un agent de la force

publique. Après avoir été entendus par le juge d'instruction, les deux mis en cause ont été placés en détention provisoire. Les services de la Police judiciaire relevant de la brigade de la police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Sidi M'hamed ont identifié deux individus auteurs de cette

attaque, et ce, «en application des dispositions de l'article 11, alinéa 3 du code de procédure pénale, modifié et complété et après avoir constaté les faits relayés par les réseaux sociaux et certaines chaînes de télévision concernant cet incident survenu le 17 mai 2019 devant la Grande Poste». **L. M.**

Présidente de l'Association «Iqraa»

Aicha Barki n'est plus

LA PRÉSIDENTE de l'Association algérienne d'alphabétisation «Iqraa», Aicha Barki, est décédée lundi, à l'âge de 73 ans, des suites d'une longue maladie. Sénatrice, M^{me} Barki a longuement lutté pour l'élimination de l'analphabétisme chez les femmes et œuvré en faveur de l'enseignement des adultes en Algérie, en présidant, durant des décennies, l'association nationale d'alphabétisation «Iqraa». La défunte a été inhumée hier au cimetière Sidi Ziane (Eucalyptus). **L. M.**